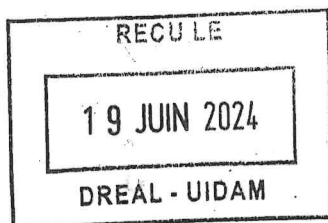




**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Secrétariat général  
Direction de l'interministérialité  
et du développement durable**

Bureau des procédures environnementales et foncières

Affaire suivie par : Céline PÉRAL

Tél. 02.41.81.81.63

[pref-icpe@maine-et-loire.gouv.fr](mailto:pref-icpe@maine-et-loire.gouv.fr)

CUID / ADJ 71106124		
RC	EC	RA
RC	EOL	ASS
	I	A
CP		
INSP		
INSP		
ASS		
REG	fait	

Angers, le **14 JUIN 2024**

Monsieur,

Par correspondance du 18 décembre 2020, vous m'avez adressé un dossier de réexamen d'émissions industrielles (IED), accompagné d'un mémoire justificatif de non remise de rapport de base, relatif à vos installations exploitées sur la commune de Cholet, en application de l'article R515-71 du code de l'environnement.

Après analyse approfondie du dossier, il apparaît que ce dernier **peut être jugé complet et recevable** puisqu'il comporte l'ensemble des éléments prévus aux articles R.515-71 et R.515-72 du Code de l'Environnement.

La situation de vos installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que prévu à l'article L.512-7 du code de l'environnement est définie dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Désignation des activités	Éléments caractéristiques actuels	Régime *	Portée de la mise à jour
3642-2a	Traitement et fabrication, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2) uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production a) supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour	450 t/j	A	Actée courrier préfectoral du 22 mars 2013
2160-2b	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockage sous tente ou structure gonflable 2. autres installations que silos plats b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³	6892 m³	DC	Actée courrier préfectoral du 22 mars 2013

2910	<p><b>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971, ou 2931 et de installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au triatement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</b></p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b(v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-'-3 du code de l'environnement, ou du bioga provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est</p> <p>2. supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieures à 20 MW.</p>	chaudière à gaz du site (1,4 MW)	DC	<p><b>Déclaration du bénéfice des droits acquis en date du 20/01/2021</b></p> <p>Evolution de la rubrique par décret du 3/08/2018</p> <p>Evolution du classement de NC vers DC</p>
------	---	----------------------------------	----	--

\* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle périodique, D = Déclaration, NC = Non Classée

Le réexamen au titre de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement, conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à vos installations par arrêté préfectoral.

Je vous informe, par ailleurs, que l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) est applicable à vos installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées, **depuis le 4 décembre 2023**. Une copie de cet arrêté vous est remise sous ce pli, à titre de notification.

Bien que la décision établissant les conclusions sur les MTD prévoie la possibilité d'abaisser les fréquences de surveillance des rejets atmosphériques s'il est établi que les niveaux d'émission sont suffisamment stables, cette fréquence doit être en tout état de cause d'au moins une fois par an. Votre proposition de conserver la fréquence de surveillance dans l'arrêté préfectoral du 22 mars 2012 ne peut donc être acceptée. Depuis le **4 décembre 2023, la surveillance des rejets de poussières doit être réalisée sur une fréquence annuelle conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020.**

Les rejets qui proviennent des installations connexes (eaux de purge de la chaudière et eaux provenant de l'aire de nettoyage des véhicules et de l'aire de stationnement camion) sont des rejets d'eaux industriels résiduels. Ces rejets ne sont pas concernés par les NEA-MTD associés aux meilleures techniques disponibles relatives aux installations relevant de la rubrique 3642, néanmoins ils sont réglementés (surveillance et VLE) par l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2012 et les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées.

Je vous précise, par ailleurs, que les MTD identifiées dans votre dossier de réexamen sont susceptibles de faire l'objet de contrôles conformément aux articles L. 514-4 et suivants du code de l'environnement.

Je vous prie de recevoir, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Préfet et par délégation,  
le chef du bureau,



Sébastien TOURAINE

Monsieur le gérant  
de la société BELLANNE  
ZI Louzy  
15 rue du grand Rosé  
BP 112  
49300 CHOLET

copies :

- Madame la directrice régionale de l'environnement, l'aménagement et du logement
- Madame le sous-préfet de Cholet

